L.12.509/2.
L.12.510/2.
L.12.511/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 18 février 1976, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "portant création de secteurs en matière d'informatique dans les services publics",

2) un projet d'arrêté royal "portant coordination de l'informatique dans les services publics",

3) un projet d'arrêté royal "relatif aux renseignements à communiquer au sujet de l'utilisation de l'informatique dans les services publics",

a donné le 1er mars 1976 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e februari 1976 door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van sectoren inzake informatica in de openbare diensten",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de informatica in de openbare diensten",

3) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het verstrekken van inlichtingen aangaande het gebruik van de informatica bij de openbare besturen",

heeft de 1ste maart 1976 het volgend advies gegeven :

3 MAART 1976

I. Les trois projets forment un ensemble. Les délégués du Gouvernement ont marqué leur accord pour que leurs dispositions soient groupées en un seul arrêté.

II. Le champ d'application des trois projets est celui qui est décrit au paragraphe 1er de l'article 34 de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975.

Deux de ces projets (L. 12.509/2 et L. 12.510/2) se bornent à se référer à cette disposition. Le troisième au contraire (L. 12.511/2) donne une énumération qui développe le contenu du paragraphe 1er de l'article 34. Il risque ainsi de ne pas être en concordance parfaite avec cette disposition, ce qui n'est pas dans l'intention du Gouvernement.

III. Les trois projets ne soulèvent que des observations de forme et de présentation dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après.

Toutefois, à l'article 15 du projet d'arrêté royal portant coordination de l'informatique dans les services publics (L. 12.510/2) il n'y a pas lieu d'introduire un article 7bis dans l'arrêté royal du 30 mai 1974, les attributions du Comité ministériel de l'informatique étant déterminées par le présent projet.

.../...

En outre, à l'article 16 du même projet L. 12.510/2 il y a lieu de prévoir l'abrogation de l'arrêté ministériel du 14 avril 1975 portant création d'un comité ministériel de l'informatique.

*

* *

"ARRETE ROYAL RELATIF A L'ORGANISATION ET A LA COORDINATION DE L'INFORMATIQUE DANS LES SERVICES PUBLICS.

BAUDOUIN, ...

Vu la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975, notamment l'article 34;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Premier Ministre et de notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

...

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er (L. 12.509/2 - 12.510/2 - 12.511/2).

Le présent arrêté est applicable aux services publics visés à l'article 34, § 1er, de la loi du 23 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975.

.../...

Article 2 (L. 12.510/2, article 2).

Les objectifs généraux poursuivis en matière d'informatique doivent être indiqués dans le plan économique quinquennal, visé à l'article 3 de la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique.

Article 3 (L. 12.510/2, article 3, alinéa 1er).

La direction et la coordination en matière d'informatique sont exercées conformément aux dispositions qui suivent par le comité ministériel de l'informatique et par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

CHAPITRE II - LE COMITE MINISTERIEL DE L'INFORMATIQUE ET LES MINISTRES.

Article 4.-

Le comité ministériel de l'informatique se prononce sur les mesures qui tendent à définir la politique générale de l'informatique et à l'exécuter (L. 12.510/2, article 4, § 1er).

Il donne des directives aux ministres, par l'intermédiaire du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, au sujet de l'élaboration de leurs programmes d'automatisation (L. 12.510/2, article 5 et article 10, 1°)

Il détermine l'attitude du Gouvernement à l'égard des programmes proposés par les ministres (article 4, § 2).

.../...

Il élabore un plan général d'informatique qu'il peut modifier en tout temps (L. 12.510/2, article 5, § 1er, alinéa 1er et article 6, §§ 1er et 2).

Il veille à l'exécution du plan général d'informatique et peut se faire délivrer toute information qui s'y rapporte (L. 12.510/2, article 7, § 1er, alinéa 1er et § 2).

Il veille notamment à ce que les programmes d'automatisation soient ajustés lorsque leur réalisation serait de nature à porter atteinte au plan général d'informatique (L. 12.510/2, article 7, § 3).

Article 5.-

Pour l'exercice de ses attributions, le comité ministériel de l'informatique peut se faire assister par des commissions de travail spécialisées dénommées "Commissions intersectorielles de coordination en informatique" qu'il crée et dont il arrête les modalités de fonctionnement (L. 12.510/2, article 8, alinéa 1er et 2).

Article 6.-

Tout membre du Gouvernement peut saisir le comité ministériel de l'informatique de toute question en matière d'informatique (L. 12.510/2, article 9).

Article 7.-

Les ministres établissent, conformément aux directives du comité ministériel de l'informatique, un programme d'automatisation pour cinq ans, dénommé programme

.../...

informatique quinquennal et un programme d'automatisation à réaliser au cours de chaque année budgétaire, dénommé programme informatique annuel (L. 12.510/2, articles 5, § 1er, alinéa 2, et § 2, et 13, alinéa 1er).

Ces programmes sont établis aux points de vue technique et budgétaire ; ils indiquent les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs qu'ils définissent (L. 12.510/2, article 5, § 2).

Ils sont transmis par les ministres au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sous la forme déterminée par le comité ministériel de l'informatique et aux dates fixées par celui-ci. Ils sont transmis par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions au comité ministériel de l'informatique à la date fixée par celui-ci (L. 12.510/2, article 5, § 3 et § 4).

Les ministres transmettent au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, avec leur programme annuel, un rapport sur l'exécution du programme de l'année écoulée (L. 12.510/2, article 7, § 1er, alinéa 3).

Les programmes sont exécutés en tenant compte des ajustements qui y sont apportés par le comité ministériel de l'informatique et conformément aux directives de celui-ci (L. 12.510/2, article 13, alinéa 2).

.../...

Article 8.-

Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé notamment :

1° d'étudier les programmes établis par les autres ministres, et de les rassembler en un programme d'ensemble qu'il soumet au comité ministériel de l'informatique en vue de l'élaboration du plan général d'informatique (L. 12.510/2, article 10, 2° et 3°);

2° de surveiller l'exécution du plan général d'informatique et de communiquer ses observations au comité ministériel de l'informatique (L. 12.510/2, article 10, 4° et article 7, § 1er, alinéa 2);

3° d'exécuter toute mission qui lui est confiée par celui-ci dans un but de direction et de coordination de l'informatique (L. 12.510/2, article 10, 5°).

Article 9 (L. 12.510/2, article 11).

Il est créé une administration de l'informatique qui est placée sous l'autorité du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

L'administration de l'informatique est représentée dans les commissions intersectorielles et sectorielles de coordination en informatique.

.../...

CHAPITRE III. - LES SECTEURS.

Article 10. (L. 12.509/2, article 2).

En ce qui concerne l'informatique, les services publics visés à l'article 1er sont répartis en secteurs.

Article 11. (L.12.509/2, article 3 p.p.).

Les secteurs suivants sont créés :

1. Secteur des affaires sociales et de la santé. Ce secteur comprend les services qui s'occupent de la prévoyance sociale, de la santé publique et des matières sociales relatives à l'emploi et au travail.
2. Secteur des affaires économiques. Ce secteur comprend les services qui s'occupent des affaires économiques, de l'agriculture, du commerce extérieur, des classes moyenne de l'économie régionale et des matières économiques relatives à l'emploi et au travail.
3. Secteur de l'infrastructure. Ce secteur comprend les services qui s'occupent de l'aménagement du territoire, des travaux publics et du logement.
4. Secteur des finances. Ce secteur comprend les services qui s'occupent des matières financières, fiscales et budgétaires, sous réserve des dispositions relatives au secteur de l'intérieur et de la population.
5. Secteur de la justice. Ce secteur comprend les services qui s'occupent de l'administration de la justice et notamment de la documentation relative aux lois et règlements.

.../...

6. Secteur des communications. Ce secteur comprend les services qui s'occupent des moyens de communication et des transports.

7. Secteur de la défense nationale. Ce secteur comprend les services qui s'occupent des problèmes spécifiques de la défense nationale, et notamment les trois forces et le service de santé interforces et la gendarmerie, sous réserve des dispositions relatives au secteur des polices et de la gendarmerie.

8. Secteur de l'éducation et de la science. Ce secteur comprend les services qui s'occupent des problèmes de l'enseignement(1), de l'éducation, de la science et de la culture.

9. Secteur de l'intérieur et de la population. Ce secteur comprend les services qui s'occupent de l'administration de la population, ainsi que des matières financières, fiscales et budgétaires relatives aux institutions régionales et locales.

10. Secteur des polices et de la gendarmerie. Ce secteur comprend les services qui s'occupent de la police administrative et, en ce qui concerne l'infrastructure et la réalisation des programmes d'application, les services qui s'occupent de la police judiciaire.

.../...

---

(1) Ce terme ne figure pas dans le projet. Selon les délégu du Gouvernement, il serait englobé dans le terme "éducation".

Dans ces limites, il comprend la gendarmerie, la police judiciaire des parquets et les polices communales

Article 12 (L.12.509/2, article 3 p.p.).

Les numéros d'identification sous lesquels sont réunis les renseignements relatifs aux entreprises commerciales et industrielles, dénommés numéros d'identification "entreprise", sont attribués par le secteur des affaires économiques. Ce secteur est chargé également de l'établissement et de la publication des statistiques nationales.

Les numéros d'identification sous lesquels sont réunis les renseignements relatifs à la division du territoire en parcelles, dénommés numéros d'identification "sol", sont attribués par le secteur de l'infrastructure.

Les numéros d'identification sous lesquels sont réunis les renseignements relatifs aux citoyens pris individuellement, dénommés numéros d'identification "personne physique", sont attribués par le secteur de l'intérieur et de la population.

Article 13 (L.12.510/2, article 12)

Sous réserve des pouvoirs du comité ministériel de l'informatique et du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, les ministres responsables des ser-

.../...

vices de chaque secteur se prononcent sur les mesures qui visent à une utilisation rationnelle de l'informatique dans leur secteur.

Article 14 (L.12.510/2, article 14)

Ils peuvent se faire aider par des commissions de travail spécialisées dénommées "commissions sectorielles de coordination en informatique" qu'ils créent et dont ils arrêtent les modalités de fonctionnement.

CHAPITRE IV. LES INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU SUJET DE L'UTILISATION DE L'INFORMATIQUE.

Article 15 (L.12.511/2, article 2).

§ 1er. Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions peut, dans le délai qu'il fixe, demand aux services publics visés à l'article 1er les informations établies conformément au § 2, concernant :

1° les matériels utilisés en matière de traitement de l'information;

a. les unités centrales;

b. les unités d'entrée et de sortie et les unités périphériques;

c. les systèmes annexes;

.../...

2° les logiciels généraux utilisés, notamment :

a. les systèmes d'exploitation;

b. les logiciels de télécommunications;

c. les logiciels de bases de données;

3° le personnel affecté aux tâches de traitement de l'information :

a. le personnel de direction;

b. le personnel d'étude, d'analyse et de programmation;

c. le personnel d'exploitation;

d. le personnel de saisie;

e. le personnel de finition;

4° les activités automatisées;

5° les frais annuels de fonctionnement relatifs à l'utilisation et à la mise en oeuvre des moyens de traitement de l'information, notamment le loyer annuel des matériels les frais entraînés par la fourniture des programmes d'application, le loyer des lignes de télécommunications et des accessoires, les frais de personnel, les frais occasionnés par les travaux exécutés par des tiers, constructeurs et bureaux d'études, les frais de fournitures de bandes magnétiques et de disques.

.../...

§ 2. Ces informations sont établies d'après le modèle déterminé par le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions.

Article 16. (L.12.511/2, article 3)

Une copie des contrats existants relatifs aux objets visés à l'article 2 est envoyée au ministre ayant la fonction publique dans ses attributions dans un délai de 60 jours à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Une copie de tous les nouveaux contrats et de toute modification à des contrats est également envoyée au ministre ayant la fonction publique dans ses attributions dans les 30 jours de leur conclusion.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES

Article 17 (L.12.510/2, article 15 p.p.).

L'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 30 mai 1974 organique des comités ministériels à compétence nationale, est complété comme suit :

"7° un comité ministériel de l'informatique".

.../...

Article 18 (L.12.510/2, article 16)

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 7 mai 1968 relatif à la coordination des installations mécanographiques dans les services de l'Etat;

2° l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

3° l'arrêté ministériel du 14 avril 1975 portant création d'un comité ministériel de l'informatique.

Article 19.

Nos ministres et secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

I. De drie ontwerpen vormen een geheel. De gemachtigden van de Regering hebben ermee ingestemd dat de bepalingen ervan in één besluit worden samengebracht.

II. De werkingssfeer van de drie ontwerpen is die welk is omschreven in § 1 van artikel 34 van de wet van 23 decemb 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975.

Twee van die ontwerpen (L. 12.509/2 en L. 12.510/2 verwijzen alleen naar die bepaling. Het derde daarentegen (L. 12.511/2) geeft een opsomming die de inhoud van § 1 van artikel 34 verder uiteenzet. Het gevaar is echter dat er geen volstrekte overeenstemming zou zijn met die bepaling, hetgeen stellig niet in de bedoeling van de Regering ligt.

III. Alleen over de vorm en de inkleding van de drie ontwerpen zijn opmerkingen te maken; ze zijn in de hierna voc gestelde tekst verwerkt.

In verband met artikel 15 van het ontwerp-koninklij besluit houdende coördinatie van de informatica in de openbare diensten (L. 12.510/2) moet nochtans worden gezegd dat er geen grond is om een artikel 7bis in te voegen in het koninklijk besluit van 30 mei 1974, aangezien de bevoegdheden van het Ministerieel Comité voor informatica in het huidige ontwerp worden geregeld.

.../...

Artikel 16 van hetzelfde ontwerp L. 12.510/2 moet bovendien voorzien in de opheffing van het ministerieel besluit van 14 april 1975 houdende oprichting van een ministerieel comité voor informatica.

*
* *

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE ORGANISATIE EN DE COORDINATIE VAN DE INFORMATICA IN DE OPENBARE DIENSTEN.

BOUDEWIJN, ...

Gelet op de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

...

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1 (L. 12.509/2 - 12.510/2 - 12.511/2).

Dit besluit is van toepassing op de openbare dienste bedoeld in artikel 34, § 1, van de wet van 23 december 1974 betreffende de budgettaire voorstellen 1974-1975.

.../...

Artikel 2 (L. 12.510/2, artikel 2).

De inzake informatica nagestreefde algemene doeleinden moeten worden vermeld in het economische vijfjarenplan bedoeld in artikel 3 van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie.

Artikel 3 (L. 12.510/2, artikel 3, eerste lid):

De leiding en de coördinatie inzake informatica worden overeenkomstig de hierna volgende bepalingen uitgeoefend door het Ministerieel Comité voor informatica en door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

HOOFDSTUK II. - HET MINISTERIEEL COMITE VOOR INFORMATICA EN DE MINISTERS.

Artikel 4.-

Het Ministerieel Comité voor informatica spreekt zich uit over de maatregelen die ertoe strekken het algemeen informaticabeleid te bepalen en uit te voeren (L. 12.510/2, artikel 4, § 1).

Het geeft aan de ministers, door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, richtlijnen voor het opmaken van hun automatiseringsprogramma's (L. 12.510/2, artikel 5, en artikel 10, 1°).

Het bepaalt de houding van de Regering ten opzichte van de door de ministers voorgestelde programma's (artikel 4, § 2).

.../...

Het maakt een algemeen informaticaplan op dat het te allen tijde kan wijzigen (L. 12.510/2, artikel 5, § 1, eerste lid, en artikel 6, §§ 1 en 2).

Het waakt voor de uitvoering van het algemeen informaticaplan en kan zich alle desbetreffende inlichtingen laten verstrekken (L. 12.510/2, artikel 7, § 1, eerste lid, en § 2).

Het waakt er onder meer voor dat de automatiserings programma's worden aangepast wanneer hun verwezenlijking afbreuk zou kunnen doen aan het algemeen informaticaplan (L. 12.510/2, artikel 7, § 3)".

Artikel 5.-

Voor het uitoefenen van zijn bevoegdheden kan het ministerieel comité voor informatica zich laten bijstaan door gespecialiseerde werkgroepen, "intersectoriële commissies voor de coördinatie van de informatica" genoemd, welke het opricht en waarvan het de werkwijze bepaalt (L. 12.510/2, artikel 8, eerste en tweede lid).

Artikel 6.-

Elk lid van de Regering kan aan het ministerieel comité voor informatica alle kwesties inzake informatica onderwerpen (L. 12.510/2, artikel 9).

.../...

Artikel 7.-

De ministers maken, overeenkomstig de richtlijnen van het ministerieel comité voor informatica, een automatiseringsprogramma voor vijf jaar op, vijfjaarlijkse informaticaprogramma genoemd, alsook een tijdens elk begrotingsjaar te verwezenlijken automatiseringsprogramma, jaarlijks informaticaprogramma genoemd (L. 12.510/2, artikel 5, § 1, tweede lid, en § 2, en artikel 13, eerste lid).

Die programma's worden opgemaakt uit een oogpunt van techniek en begroting; zij vermelden de middelen die nodig zijn voor het verwezenlijken van de opgegeven doeleinden (L. 12.510/2, artikel 5, § 2).

Zij worden door de ministers toegezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, in de vorm en op de data welke het ministerieel comité voor informatica bepaalt. Zij worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, aan het ministerieel comité voor informatica toegezonden op de datum welke dit comité bepaalt (L. 12.510/2, artikel 5, § 3 en § 4).

De ministers zenden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, samen met hun jaarlijks programma, een verslag over de uitvoering van het programma van het afgelopen jaar (L. 12.510/2, artikel 7, § 1, derde lid).

.../...

De programma's worden uitgevoerd met inachtneming van de aanpassingen die het ministerieel comité voor informatica erin aanbrengt en overeenkomstig de richtlijnen van dat comité (L. 12.510/2, artikel 13, tweede lid).

Artikel 8.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Amb behoort, heeft onder meer tot taak :

1° de door de andere ministers opgemaakte programma's te onderzoeken en te groeperen in een gezamenlijk programma dat hij aan het ministerieel comité voor informatica voorlegt voor het opmaken van het algemeen informaticaplan (L. 12.510/2, artikel 10, 2° en 3°);

2° toezicht te houden op de uitvoering van het algemeen informaticaplan en zijn opmerkingen mee te delen aan he ministerieel comité voor informatica (L. 12.510/2, artikel 10, 4°, en artikel 7, § 1, tweede lid);

3° iedere opdracht te vervullen die hem door het comité wordt toevertrouwd met het oog op de leiding en de coördinatie van de informatica (L. 12.510/2, artikel 10, 5°).

Artikel 9 (L. 12.510, artikel 11).

Er wordt een bestuur voor informatica opgericht dat onder het gezag staat van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

.../...

Het bestuur voor informatica is vertegenwoordigd in de intersectoriële en sectoriële commissies voor de coördinatie van de informatica.

HOOFDSTUK III. - DE SECTOREN.

Artikel 10 (L. 12.509, artikel 2).

Wat de informatica betreft, worden de in artikel 1 bedoelde openbare diensten per sector ingedeeld.

Artikel 11 (L. 12.509/2, artikel 3 p.p.).

De volgende sectoren worden opgericht :

1. Sector sociale zaken en gezondheid. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de sociale voorzorg, de volksgezondheid en de sociale aangelegenheden inzake tewerkstelling en arbeid.
2. Sector economische zaken. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de economische zaken, de landbouw, de buitenlandse handel, de middenstand, de streekeconomie en de economische aangelegenheden inzake tewerkstelling en arbeid.
3. Sector infrastructuur. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de ruimtelijke ordening, de openbare werken en de huisvesting.

.../...

4. Sector financiën. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de financiële, fiscale en budgettaire aangelegenheden, onder voorbehoud van de bepalingen betreffende de sector binnenlandse zaken en bevolking.

5. Sector justitie. Tot deze sector behoren de diensten di zich bezighouden met de rechtsbedeling en inzonderheid met de documentatie inzake wetten en verordeningen.

6. Sector verkeerswezen. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de verkeersmiddelen en het vervoer.

7. Sector landsverdediging. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de specifieke problemen van de landsverdediging en inzonderheid de drie krijgsmachtdelen, de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen en de rijkswacht, onder voorbehoud van de bepalingen betreffende de sector politie en Rijkswacht.

8. Sector opvoeding en wetenschap. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de problemen van onderwijs (1), opvoeding, wetenschap en cultuur.

.../...

---

(1) Deze term staat niet in het ontwerp. Volgens de gemachtigden van de Regering zou hij besloten liggen in de term "opvoeding".

9. Sector binnenlandse zaken en bevolking. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met het bestuur van de bevolking en met de financiële, fiscale en budgettaire aangelegenheden betreffende de regionale en plaatselijke instellingen.

10. Sector politie en Rijkswacht. Tot deze sector behoren de diensten die zich bezighouden met de administratieve politie en, wat de infrastructuur en de verwezenlijking van de toepassingsprogramma's betreft, de diensten die zich bezighouden met de gerechtelijke politie.

Binnen deze grenzen behoren tot deze sector de Rijkswacht, de gerechtelijke politie bij de parketten en de gemeentelijke politie.

Artikel 12 (L. 12.509/2, artikel 3 p.p.).

De indentificatienummers waaronder de inlichtingen betreffende de handels- en nijverheidsondernemingen worden verzameld, identificatienummers "onderneming" genoemd, worden toegekend door de sector economische zaken. Deze sector is ook belast met het opmaken en bekendmaken van de nationale statistieken.

De identificatienummers waaronder de inlichtingen betreffende de perceelsgewijze indeling van het grondgebied worden verzameld, identificatienummers "bodem" genoemd worden toegekend door de sector infrastructuur.

.../...

De identificatienummers waaronder de inlichtingen betreffende de burgers individueel worden verzameld, identificatienummers "natuurlijke persoon" genoemd, worden toegekend door de sector binnenlandse zaken en bevolking.

Artikel 13 (L. 12.510/2, artikel 12).

Onder voorbehoud van de bevoegdheden van het ministerieel comité voor informatica en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, spreken de voor de diensten van elke sector verantwoordelijke ministers zich uit over de maatregelen die een rationeel gebruik van de informatica in hun sector beogen.

Artikel 14 (L. 12.502/2 , artikel 14).

Zij kunnen zich laten bijstaan door gespecialiseerd werkgroepen, "sectoriële commissies voor de coördinatie van de informatica" genoemd, welke zij oprichten en waarvan zij de werkwijze bepalen.

HOOFDSTUK IV. - INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN OVER HET GEBRUIK VAN DE INFORMATICA.

Artikel 15 (L. 12.511, artikel 2).

§ 1. De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaa Ambt behoort kan, binnen de door hem bepaalde termijn, aan de in artikel 1 bedoelde openbare diensten de overeenkomsti § 2 opgemaakte inlichtingen vragen betreffende :

.../...

1° het materieel voor informatieverwerking;

a. de centrale eenheden;

b. de in- en uitvoereenheden en de randapparatuur;

c. de bijgaande systemen;

2° de aangewende algemene softwares, met name

a. de exploitatiesystemen;

b. de softwares voor televerbindingen;

c. de softwares voor gegevensbasen;

3° het personeel bestemd voor de taken inzake informatieverwerking :

a. het leidend personeel;

b. het personeel voor studie, analyse en programmatie;

c. het personeel voor exploitatie;

d. het personeel voor opname;

e. het personeel voor afwerking;

4° de activiteiten die geautomatiseerd zijn :

5° de jaarlijkse werkingskosten betreffende het gebruik en de werking van de middelen voor informatieverwerking, met name de jaarlijkse huurprijs van het materieel, de kosten veroorzaakt door de levering van de toepassingsprogramma's, de huurprijs van de lijnen voor televerbinding en van de bijhorigheden, de personeelskosten, de kosten veroorzaakt door de uitvoering van werken door derden, constructeurs en studiebureaus, de kosten voor levering van magneetbanden en schijven.

.../...

§ 2. Deze inlichtingen worden opgemaakt volgens het model vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdhe het Openbaar Ambt behoort.

Artikel 16 (L. 12.511/2, artikel 3).

Een afschrift van de bestaande contracten betreffende de in artikel 2 bedoelde materies wordt gezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoor binnen een termijn van 60 dagen te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

Een afschrift van alle nieuwe contracten en van iedere wijziging van de contracten wordt ook gezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, binnen 30 dagen nadat ze tot stand zijn gekomen.

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 17 (L. 12.510/2, artikel 15 p.p.).

Artikel 1, eerste lid, van het organiek koninklijk besluit van 30 mei 1974 van de ministeriële comités met nationale bevoegdheid wordt aangevuld als volgt :

"7° een ministerieel comité voor informatica".

.../...

Artikel 18 (L. 12.510/2, artikel 16).

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 7 mei 1968 betreffende de coördinatie van de mechanografische installaties in de Rijksdiensten;

2° artikel 8, vierde lid, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole;

3° het ministerieel besluit van 14 april 1975 houdende oprichting van een ministerieel comité voor informatica.

Artikel 19.-

Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.
Le rapport a été présenté par M. P. CHARLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. P. CHARLIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.